



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,
de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des Installations et Travaux
Réglementés pour la Protection des Milieux**

Marseille, le **17 AVR. 2025**

**Arrêté N° 2025-70-MED
portant mise en demeure à l'encontre de la société GCA LOGISTICS FOS
de respecter les prescriptions applicables à son établissement
sis sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L171-6, L171-8, L172-1, L511-1 et L514-5 ;
- Vu** le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;
- Vu** l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013-50 A du 23 juillet 2015 autorisant la Société GCA LOGISTICS FOS à exploiter une plateforme logistique sur la zone d'activité DISTRIPORT sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- Vu** le porter-à-connaissance déposé par l'exploitant et daté du 16 juillet 2020 (référence A1904.077) relatif à une augmentation des capacités d'entreposage ;
- Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2023-286-MED du 24 novembre 2023 à l'encontre de la société GCA LOGISTICS FOS pour ses installations sises sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- Vu** le rapport du 28 février 2025 de l'inspecteur de l'environnement établi à l'issue d'une visite d'inspection réalisée le 10 décembre 2024 sur les installations de la société GCA LOGISTICS FOS sises sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône ;

Vu la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant ;

Considérant que la société GCA LOGISTICS FOS est autorisée à exploiter, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, une plateforme logistique sur la zone d'activité DISTRIPORT à Port-Saint-Louis-du-Rhône ;

Considérant que lors de la visite en date du 10 décembre 2024 susvisée, l'inspecteur des installations classées a constaté :

- à partir de l'état des stocks présenté, que l'exploitant exerce une activité relevant de la rubrique 1450,
- la présence de fûts usagés à destination présumée de l'Inde (conformément aux informations données par l'exploitant) et que ce type d'activité relève de la rubrique 2718,
- **que** les seuils de déclaration relatifs à ces deux rubriques étaient dépassés le jour de l'inspection,
- que l'exploitant ne dispose pas des autorisations correspondantes et n'a pas déclaré son intention d'entreposer des produits relevant de ces deux rubriques ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 10 décembre 2024 susvisée, l'inspecteur des installations classées a constaté :

- que l'état des stocks pour les rubriques ICPE 4511 et 4440 faisait état de dépassements très importants au regard des quantités autorisées par arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 susvisé et prévues dans le dossier porté à connaissance le 16 juillet 2020,
- que de tels dépassements n'étaient pas nouveaux et ont également été relevés sur les états des stocks du 27 août 2024, des 12, 19 et 26, novembre 2024, du 3 décembre 2024, ainsi que lors de visites d'inspection en dates du 16 décembre 2021 et du 28 juillet 2022 ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 10 décembre 2024 susvisée, l'inspecteur des installations classées a constaté :

- la présence avérée de matières dangereuses non autorisées dans les cellules 1 à 4 ainsi qu'en cellule 5.1,
- la présence de produits relevant de la rubrique 4440 en cellules 5.1 et 5.4, de produits 4130, 4510 et 4511 en cellule 7.1 et de batteries en cellule 3 ;

Considérant que les constatations rappelées dans les deux points précédents contreviennent aux modalités d'exploitation (typologie de produits en fonction de la localisation) prévues dans les documents (PDI, EDD, étude flumilog...) fournis à l'appui de la demande d'autorisation afin de justifier de son acceptabilité ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 10 décembre 2024 susvisée, l'inspecteur des installations classées a constaté :

- la présence de stockage dans les allées et contre les parois, dans les cellules 1 à 4,
- le stockage dans une même cellule de produits incompatibles, relevé en cellule 1, 5.1, 5.5 et 7.3 ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.7.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 10 décembre 2024 susvisée, l'inspecteur des installations classées a constaté :

- la présence de poudres plastiques en big bag avec trace de lessivage au niveau du quai fer,

- qu'il n'y avait pas de dispositif de rétention et que ces éléments n'étaient pas protégés des intempéries,
- la présence de déchets en divers points de l'entrepôt et que ces zones n'étaient ni organisées, ni matérialisées, ni référencées ;

Considérant que ces observations contreviennent aux dispositions du point 1.7.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;

Considérant que lors de la visite en date du 10 décembre 2024 susvisée, l'inspecteur des installations classées a constaté :

- que l'encombrement des allées observé en tout point de l'entrepôt, rendait impossible l'évacuation rapide du personnel,
- que l'exploitant n'a pas été en mesure de déclencher manuellement les portes coupe-feu,
- que les portes n'étaient pas déclenchables depuis chaque côté des parois ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.1.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 10 décembre 2024 susvisée, l'inspecteur des installations classées a constaté :

- que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les attestations de travaux permettant de lever les non-conformités relevées lors du contrôle annuel des portes coupe-feu,
- que l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que les fermetures des portes coupe-feu étaient associées à un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie assurant leur fermeture automatique ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.7.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 10 décembre 2024 susvisée, l'inspecteur des installations classées a constaté que l'engagement de l'exploitant, à régulariser les erreurs sur les fiches de données de sécurité (FDS) en réalisant 15 contrôles par semaine, pris en février 2024, lors d'une inspection, réitéré par mail du 12 février 2024 et lettre recommandée n'était pas respecté :

- les contrôles ont démarré en mai et se sont arrêtés en septembre pour seulement 10 contrôles en septembre selon le tableau présenté en séance le jour de l'inspection,
- aucune vérification de prise en compte n'a été menée suite aux contrôles réalisés et aux manquements constatés,
- selon les données du tableau de contrôle présenté, les FDS ne sont toujours pas toutes disponibles en français,
- des erreurs persistent sur le référencement des FDS, des mentions de danger erronées sont affectées à certains produits, et notamment que la même remarque sur le même produit (Hivernage Aqualux) a déjà été faite à l'exploitant dans le rapport D-1084 MRT-2023 suite à la visite d'inspection du 15 juin 2023 ;

Considérant que ces observations contreviennent aux dispositions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;

Considérant que lors de la visite en date du 10 décembre 2024 susvisée, l'inspecteur des installations classées a constaté :

- que des comburants (rubrique 4440) et des liquides inflammables (rubriques 4330, 4331 ou produits comportant les mentions de danger H224/H225/H226) étaient stockés dans la même cellule,
- que ces observations portent sur les cellules 1, 5.1, 5.5 et 7.3 ;

Considérant que ces observations contreviennent aux dispositions du point 8 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;

Considérant que lors de la visite en date du 10 décembre 2024 susvisée :

- l'exploitant a indiqué ne disposer d'aucune procédure formalisée pour le dépassement des quantités stockées, pour la gestion des déchets, pour l'évacuation du personnel, pour la maintenance des portes coupe-feu ni pour le suivi des incompatibilités de produits ;

Considérant que cette situation contrevient aux dispositions du point 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 ;

Considérant que lors de la visite en date du 10 décembre 2024 susvisée, l'inspecteur des installations classées a constaté :

- des non-conformités en matière de sûreté, notamment en fin de visite, alors qu'il n'y avait plus d'activité sur site, une porte de quai était bloquée ouverte ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 susvisé ;

Considérant que la situation observée lors de la visite en date du 10 décembre 2024 susvisée, est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société GCA LOGISTICS FOS de respecter les dispositions suivantes :

- les articles 1.2.1, 1.2.3, 8.1.4, 8.1.6, 8.7.3 et 8.7.5, de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 susvisé,
- les points 1.4, 1.7.2 et 8 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé,
- le point 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches du Rhône ;

ARRÊTE

Article 1

La société GCA LOGISTICS FOS, dont le siège social est situé DISTRIPORT Porte d'Asie - bâtiment B4 - 7 avenue de Shanghai - 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône, est mise en demeure de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Article 2

La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 en :

- régularisant, **sous 1 mois**, la situation vis-à-vis de la rubrique 1450 par la redescente en dessous du seuil de déclaration.
- régularisant, **sous 1 mois**, la situation vis-à-vis de la rubrique 2718 en stoppant son activité de transit de déchets dangereux ou en apportant la justification que les fûts vides souillés ne sont pas des déchets.
- Respectant, **sous 15 jours**, les quantités autorisées dans son arrêté préfectoral d'autorisation et le porter-à-connaissance du 16 juillet 2020 pour les rubriques 4511 et 4440.

Article 3

La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 en :

- respectant, **sous 1 mois**, l'ensemble des conditions de stockages, et notamment la localisation des stockages de matières dangereuses définies à cet article.

Article 4

La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.7.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 en :

- déplaçant, **sous 7 jours**, tous les matériaux et produits situés hors des zones de stockage autorisées.

Article 5

La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter, **sous 1 mois**, les dispositions du point 1.7.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 sur la gestion de ses déchets.

Article 6

La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.1.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 en :

- remettant en état, **sous 7 jours**, les portes non-fonctionnelles.
- assurant, **sous 7 jours**, une accessibilité à l'ensemble des portes de secours de chaque cellule depuis l'intégralité des allées de cette cellule.
- Apportant, **sous 1 mois**, les justificatifs pour chaque cellule de l'asservissement des portes coupe-feu avec la détection du système d'extinction automatique incendie.
- mettant en place, **sous 1 mois**, des dispositifs manuels permettant de déclencher les portes coupe-feu depuis chaque côté des cloisons séparatives.

Article 7

La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.7.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 en :

- transmettant, **sous 7 jours**, les preuves de remise en conformité des 5 portes qualifiées de « non satisfaisantes » par le prestataire PROMAT Sécurité dans le rapport relatif aux contrôles du 31 janvier 2024.

Article 8

La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en :

- mettant à jour, **sous 3 mois**, l'intégralité des FDS des produits stockés.

Article 9

La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions du point 8 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en :

- supprimant, **sous 7 jours**, les situations de stockages incompatibles au sein d'une même cellule.

Article 10

La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions des points 1 et 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 en :

- mettant à jour, **sous 1 mois**, son SGS (Système de Gestion de la Sécurité) afin de garantir la maîtrise de l'exploitation concernant les points suivants :
 - Gérer les dépassements des quantités, ce qui implique :
 - d'établir, valider puis transmettre à l'Inspection de l'environnement une procédure encadrant l'identification préalable des risques de dépassement des quantités autorisées et les actions préventives ,
 - d'établir, valider puis transmettre à l'Inspection une procédure encadrant la prise en compte des dépassements des quantités autorisées et les actions correctives associées,
 - de définir un plan d'action type ayant pour objet un retour à la situation nominale le plus rapidement possible.

◦ Gérer les déchets ce qui implique :

- de définir et mettre en œuvre une stratégie de gestion des déchets permettant de respecter l'ensemble des dispositions de l'article 1.7.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ainsi que celles du point VII de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé,
- d'encadrer cette stratégie par une ou des procédures qui devront être intégrées au SGS au titre du point 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé.

◦ Gérer l'évacuation du personnel ce qui implique :

- d'établir et valider une procédure visant à encadrer le maintien d'une situation nominale en matière de capacité d'évacuation, cette procédure devra préciser les contrôles ou visite de routine mis en œuvre ainsi que les modalités de réalisation d'actions correctives,

◦ Gérer la maintenance des portes coupe-feu ce qui implique :

- de préciser les modalités de test des équipements,
- le cas échéant, de proposer une planification de tests permettant de vérifier l'ensemble de la chaîne de déclenchement en faisant réagir les capteurs.

◦ Gérer les incompatibilités ce qui implique :

- de gérer la question des incompatibilités de stockages : phase préalable au stockage et contrôle lors des opérations de manutention,
- de maintenir en permanence la conformité aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 par la mise en place de procédures dédiées.

La mise en œuvre de ces procédures devra être assortie d'une formation du personnel dans un délai de 2 mois suivant la validation de la version actualisée du SGS.

Article 11

La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 en :

- mettant en place, **sous 1 mois**, les mesures et moyens nécessaires afin d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

Article 12

Les délais mentionnés aux articles 2 à 11 s'entendent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 13 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 11 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévus à ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 14 – Publicité

Le présent arrêté sera notifié à la société GCA LOGISTICS FOS et publié sur le site internet du département des Bouches-du-Rhône.

Article 15 - Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille (31 Rue Jean François Leca, 13002 Marseille), dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de **deux mois** à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 16 - Exécution

- le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - le sous-préfet d'Istres,
 - le maire de Port-Saint-Louis-du-Rhône,
 - le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- et toutes autorités de police et de gendarmerie,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA